



■ Illustration Blaise DEHON

# La guerre des mots

basculer définitivement la grande majorité des citoyens américains dans l'opposition à la guerre : c'est une chose de soutenir une croisade pour la démocratie; c'en est une autre de voir les soldats américains se faire tuer dans un conflit entre factions musulmanes rivales. C'est le constat qu'a dû tirer le nouveau secrétaire américain à la Défense, lors de son audition devant la commission du Congrès en faisant l'aveu, jusqu'ici impensable, que les Etats-Unis "n'étaient pas en train de gagner en Irak".

De même, quand Uri Avnery, porte-parole implicite de ce qui reste de la gauche pacifiste en Israël (et peut-être bien de la conscience morale d'un pays tout entier) plaide pour que l'on parle de "massacre" et non pas d'"accident", de "tragédie", voire simplement d'"événement" pour la mort de dix-huit civils palestiniens à Beit Hanoun, il sait l'importance de l'enjeu : l'opinion israélienne est saturée du langage euphémisé de ses propres autorités, en vertu duquel l'assassinat de civils palestiniens par Tsahal n'est jamais qualifié comme tel. Elle finit donc par trouver normal que, malgré que les civils palestiniens tués par l'armée israélienne soient toujours beaucoup plus nombreux que les civils israéliens tués par les militants palestiniens, seuls les seconds paraissent avoir droit au statut de "victimes" à part entière et justifient toutes les représailles.

Dans cette guerre des mots, s'il en est un qui a été utilisé comme "arme de destruction massive", c'est bien le mot "terrorisme". Dans son gros livre sur le sujet, le spécialiste américain Walter Laqueur<sup>(1)</sup> finit par proposer comme définition "l'utilisation systématique du meurtre, de l'agression et de la destruction, ou la menace de tels actes en vue de réaliser des objectifs politiques"<sup>(2)</sup>. Il est clair qu'avec une définition aussi large, toute guerre devrait être qualifiée de "terroriste". Pourtant, le même auteur, dans le même ouvrage, disqualifie toute tentative pour parler de terrorisme lorsqu'il s'agit d'armées "régulières" : "Cette approche aurait rendu l'étude du terrorisme impossible car elle aurait in-

clu non seulement la politique étrangère des Etats-Unis mais aussi Hitler et Staline et finalement toute l'histoire de l'humanité, qui, après tout, a été pleine de guerres, de guerres civiles, et de répressions de toutes sortes. Une telle approche était manifestement absurde et peu, parmi les experts en terrorisme, pourraient la prendre au sérieux"<sup>(3)</sup>.

Mais si on peut comprendre que "l'expert" souhaite disposer de concepts spécifiques à son objet (la violence des petits groupes), il faut garder à l'esprit que la qualification de "terrorisme" n'est pas seulement une question d'experts : c'est une puissante arme politique et morale utilisée aujourd'hui par quasi tous les gouvernements de la planète, non seulement pour discréditer ceux qui leur résistent, mais pour justifier leurs propres barbaries. Lorsque Poutine justifie les massacres en Tchétchénie par la "lutte contre le terrorisme", que peut-on lui objecter les gouvernements anglo-saxons – en particulier celui des Etats-Unis – qui utilisent la même justification pour faire admettre les massacres commis en Irak ?

De nos jours, nous sommes tous appelés à mettre notre esprit critique en berne et à accepter beaucoup de choses au nom de la lutte contre le "terrorisme", et la puissance évocatrice du mot est pratiquement devenue incontrôlable. Et pourtant, si l'on prenait le parti pris objectif de définir le terrorisme comme "le meurtre délibéré de civils à des fins politiques", il serait clair qu'il y a en Irak, un terrorisme américain à côté du terrorisme islamiste et, au Proche-Orient, un terrorisme israélien à côté du terrorisme palestinien.

Ce ne serait jamais qu'une victoire dans une guerre des mots mais ce type de victoire est cependant essentielle : c'est celle de la lucidité contre l'arme de la peur et, en définitive, la victoire de l'intelligence sur la barbarie. ■

■ (1) Walter Laqueur, No End to War. Terrorism in the 21 century, New York, Continuum, 2004.

■ (2) p. 238.

■ (3) p. 140.

► Si le terrorisme est "le meurtre délibéré de civils à des fins politiques", il est clair qu'il y a en Irak, un terrorisme américain à côté du terrorisme islamiste et, au Proche-Orient, un terrorisme israélien à côté du terrorisme palestinien.

**Marc JACQUEMAIN et Corinne GOBIN**

Respectivement sociologue, chargé de cours à l'Institut de sciences humaine et sociales (ULg) et sociologue, directrice du groupe de recherche sur les acteurs internationaux et leurs discours (ULB)

La guerre ne se fait pas seulement avec des missiles, des avions et des chars : elle se fait aussi depuis toujours avec des mots. En témoigne ainsi le progressif ralliement des grands médias américains (entre autres le "New York Times", le "Los Angeles Times" et même la chaîne de télévision "NBC") à l'expression "guerre civile" pour qualifier la situation en Irak et les justifications de plus en plus alambiquées de l'administration américaine pour disqualifier cette expression. Cette bataille sémantique tra-

duit bien le poids des mots, surtout pour une opinion américaine nourrie depuis trois ans des euphémismes lénifiants de son administration.

Bien sûr, le choix des mots pour qualifier la situation en Irak ne changera rien à la réalité vécue sur le terrain, à la décomposition du pouvoir politique, aux dizaines de morts quotidiens, à la destruction progressive mais continue des infrastructures. Mais l'expression "guerre civile" employée (sans guillemets) dans les grands quotidiens américains risque fort de faire

## RÉACTION

### Parfum de restauration ?

GILLES DAL EST UN CHRONIQUEUR DRÔLE, subtil et aux observations généralement pertinentes, mais ce garçon doué vient de céder à la démagogie dans l'article qu'il a consacré aux "châteaux des pays de l'Est" (voir LLB 20/11). Démagogie dans la mesure où il s'agit d'une situation complexe décrite à coups de slogans simplistes dont l'effet sur le lecteur semble garanti sans grand effort intellectuel. Qu'on nous pardonne de rappeler ici d'innombrables articles de la presse nauséabonde qui sévissait du temps de l'affaire Dreyfus ou de l'Allemagne nazie et qui, après la nuit de cristal par exemple, comparait avantageusement le sort des "juifs profiteurs" à celui du "malheureux peuple allemand" qui avait tant souffert de leur "domination injuste".

Parler des propriétaires dédommagés en évoquant la prospérité de ces terrains (qui se serait bâtie) durant des siècles sur le servage et la pauvreté d'une grande partie du peuple relève de la même logique. Outre qu'elle démontre une bien piètre connaissance de la société médiévale ainsi que de la propriété patriarcale qui a suivi, cette argumentation semble oublier que toute fortune a toujours été considérée dans l'opinion comme mal acquise sauf quand, par une alchimie qui lui est propre, l'opinion s'identifiait à son bénéficiaire.

L'origine de la féodalité repose sur un contrat où chaque partie trouvait son avantage. Si elle a duré plusieurs siècles, c'est parce

que les paysans, dans la plupart des cas, se sentaient en sécurité sous le gouvernement de leur "champion". Un tel régime n'a été considéré comme abusif, voire insupportable, qu'au moment de sa décadence. Le même phénomène existe à notre époque avec le train de vie des stars qui ne choque pas grand monde alors qu'il apparaît comme une insulte objective au regard de la misère qui sévit sur 80 pc de la planète. Le mariage de Tom Cruise à Bracciano le mois dernier montrait-il un rassemblement d'hommes de labeur, dépensant au soir de leur vie des économies péniblement amassées ?

La restitution de certains domaines historiques n'a eu lieu qu'en République tchèque et, dans une moindre mesure, en Roumanie. Vaclav Havel, ce grand démocrate, considérait qu'une spoliation opérée par la force des armées étrangères n'avait pas la légitimité d'une nationalisation votée par un Parlement élu. Pour le reste, nous savons bien que la société contemporaine égalise tout naturellement les fortunes en privilégiant la mobilité du capital et la division des héritages au détriment des situations acquises de l'ancien régime.

Croire que les propriétaires jadis dépossédés sont tous revenus au pays avec enthousiasme est naïf. La plupart d'entre eux avaient refait leur vie à l'étranger et ne sont allés "s'enterrer" dans leur région d'origine que par fidélité à la tradition et surtout par désir de faire revivre les monuments historiques de leur famille. Il faut avoir vu certains de ces "monstres" d'Europe centrale pour réali-

ser que leur entretien relève de l'apostat. On ne parle d'ailleurs pas des nombreux ex-propriétaires qui ont préféré ne pas revendiquer leurs biens confisqués, afin de continuer une carrière plus intéressante aux Etats-Unis ou dans d'autres pays industrialisés.

Bien entendu, nul ne peut nier qu'un propriétaire à qui l'on a rendu ses biens a finalement connu un sort plus enviable qu'un ouvrier qui a souffert dans l'anonymat. Personne n'a le droit cependant de comptabiliser les malheurs subis en Europe depuis le début de la Seconde Guerre mondiale. Y a-t-il des index de la souffrance individuelle et qui peut en connaître les mystères ? Quand la veuve de Guillaume II, Hermine de Reuss, est morte de privations dans un camp soviétique en 1947, ses souffrances ont-elles été atténuées parce qu'elle avait porté le titre d'impératrice ? Que les magazines "people" s'intéressent aux grandes familles revenues sur leurs terres fait partie d'un phénomène médiatique propre à notre époque, mais aussi vieux que le monde, qu'on s'en accommode ou qu'on le trouve passablement ridicule. Jean Cocteau n'a-t-il pas dit : "La tragédie, c'est une reine qui a des malheurs" ? Les "nouveaux ex-propriétaires" de Tchéquie ou de Roumanie, dont la gestion des gigantesques châteaux (souvent en très mauvais état) est un vrai casse-tête, ne doivent pas être jugés responsables de l'intérêt que d'aucuns leur portent. Et s'ils sont émus de retrouver leurs racines, qui pourrait leur en faire grief ?

Olivier de Trazegnies et Ghislain d'Ursel  
(European Historic Houses Association)